

Bulletin bibliographique 104 Décembre 2017

Retraite Financement

Faut-il une nouvelle réforme des retraites ? /CORNILLEAU Gérard/STERDYNYIAK Henri.

In : OFCE - Policy brief, 26, 02/11/2017, 15 p.

Les auteurs soulignent dans cet article qu'il faudra tenir compte de la situation de l'emploi pour gérer l'allongement de la durée des carrières. Ils plaident pour négocier une convergence progressive des régimes de retraite et trouver des solutions pour les seniors qui ne peuvent se maintenir en emploi.

<https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2017/pbrief26.pdf>

Retraite Niveau des retraites et niveaux de vie des retraités

La Retraite des salariés du secteur privé en France /BRIARD Karine.

In : Dares - Travail et emploi, 149, janvier/mars 2017, 24 p.

Si l'architecture du système de retraite français et ses objectifs de redistribution ont persisté au cours de ses 70 années d'existence, les logiques ont changé depuis les années 2000 : le cadre normatif a fait place à des règles de détermination des droits à retraite plus flexibles, avec une meilleure prise en compte de la diversité des carrières et des choix individuels. L'auteur décrit un système à la recherche d'un équilibre entre viabilité financière et justice sociale.

Retraite Patrimoine / Epargne

L'Epargne salariale II.

In : Revue pratique de droit social, 870, octobre 2017, 20 p.

En France, en 2016, 26% des salariés possèderaient au moins un dispositif d'épargne salariale. Le plan d'épargne entreprise est le plus courant (23% des salariés), contre 9% pour le plan d'épargne interentreprises et le plan d'épargne pour la retraite collectif (Perco). Ce dossier contient une présentation du plan d'épargne entreprise, du plan d'épargne interentreprises et du plan d'épargne pour la retraite collectif.

Retraite Projections

Retraites : perspectives financières jusqu'en 2070 - Quatorzième rapport.

Paris : COR, 2017, 450 p.

Ce quatorzième rapport présente le cadre général des projections ainsi que les hypothèses sur lesquelles elles se fondent. Il détaille les perspectives financières de l'ensemble du système de retraite et analyse leur sensibilité à différentes variables. Pour ce faire, les résultats de juin 2017 sont actualisés pour construire les variantes à partir des données macroéconomiques et réglementaires les plus récentes. Enfin, il détaille les résultats de chaque régime ayant participé à l'exercice de projection, selon une présentation et des concepts harmonisés pour tous les régimes.

<http://www.cor-retraites.fr/article501.html>

Retraite Répartition / Capitalisation

Le Rôle insoupçonné de la capitalisation dans les retraites en France / ARNAUD Marion/BARDAJI José/CARREGA Christian,...

In : *Risques*, 111, septembre 2017, 56 p.

La retraite supplémentaire par capitalisation est le troisième pilier du dispositif de retraites en France. Malgré une offre de produits riche et diversifiée, le dispositif reste marginal. Les nombreux contributeurs de ce dossier estiment indispensable d'inciter les épargnants à se constituer une épargne par capitalisation. En effet, selon eux, l'évolution démographique autant que les réformes passées des régimes obligatoires dégradent le pouvoir d'achat des futurs retraités.

Retraite Indicateurs de retraite

La Prise en compte de la durée de carrière dans les indicateurs de retraite / AUBERT Patrick/COLIN Christel/MUSIEDLAK Yoann,...

In : *Les Dossiers de la Drees*, 21, Octobre 2017, 119 p.

À partir de la génération 1934, les durées de carrière augmentent et se rapprochent entre les femmes et les hommes. Ce dossier analyse plusieurs points : les durées de carrière des retraités, la notion d'équivalent carrière complète, la durée de carrière et équité en matière de retraite, ainsi que le rapport démographique dans les régimes de retraite de base.

http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dd21_retraites_en_equivalent_carriere_complete_v2.pdf

Retraite Analyses juridiques

Rapport sur les pensions de retraite de la fonction publique (annexe au projet de loi de finances pour 2018) / Direction générale de l'administration et de la fonction publique.

Paris : Ministère de la Décentralisation et de la fonction publique, 2017, 226 p.

Le rapport sur les pensions de retraite de la fonction publique annexé au projet de loi de finances 2018 est établi à partir des analyses du Conseil d'orientation des retraites. Il confirme la dégradation du ratio démographique dans les trois fonctions publiques. Il met en évidence que les conséquences économiques ne seront pas les mêmes selon les types de fonction publique et détaille les spécificités de chacune d'elles.

https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/sites/performance_publique/files/farandole/ressources/2018/pap/pdf/jaunes/jaune2018_pensions.pdf

Retraite En Europe et dans le monde

A "Swedish" actuarial balance for a notional defined contribution pension scheme with disability and minimum pension benefits (Un bilan actuariel inspiré du modèle suédois pour un régime notionnel à cotisations définies servant des prestations d'invalidité et une pension minimum) / PEREZ-SALAMERO GONZALES Juan/VENTURA-MARCO Manuel/VIDAL-MELIÁ Carlos.

In : *AISS - Revue internationale de sécurité sociale*, 2017-3, juillet/septembre 2017, 26 p.

Cet article propose un bilan actuariel inspiré du modèle suédois pour un régime notionnel à cotisations définies servant des prestations d'invalidité et une pension minimum. Le bilan actuariel proposé scinde le régime en deux volets : un volet fonctionnant strictement sous la forme de comptes notionnels et un volet redistributif, qui inclut des actifs et engagements issus de droits non contributifs. A partir d'un exemple chiffré, l'article apporte un éclairage sur l'applicabilité réelle du système proposé. Ce modèle a des implications pratiques susceptibles d'intéresser les décideurs publics parce qu'il permet l'intégration des aspects actuariels et sociaux des pensions publiques et la mise en évidence du coût réel de la redistribution opérée par une pension minimum.

Accords de branche et d'entreprise, les nouveaux instruments de la politique sociale : l'exemple des dispositifs de départ à la retraite en Allemagne /FROHLER Norbert.

In : Ires - La Revue, 2016/3-90, 2^{ème} trimestre 2017, 30 p.

L'auteur s'appuie sur des données qualitatives et quantitatives pour présenter une vue d'ensemble de la conception, de la diffusion et de l'utilisation des dispositifs de départ à la retraite mis en place au niveau des branches et des entreprises pour pallier les désengagements de l'Etat. Il en ressort que ces dispositifs également sont impactés par des phénomènes d'érosion importants en accentuant notamment les inégalités entre entreprises et salariés.

<http://www.ires-fr.org/publications-de-l-ires/item/5433-accords-de-branche-et-d-entreprise-les-nouveaux-instruments-de-la-politique-sociale-l-exemple-des-dispositifs-de-depart-a-la-retraite-en-allemande>

Les Dispositifs de transition emploi-retraite en Allemagne /CHAGNY Odile/FROHLER Norbert.

In : Ires - La Revue, 2016/3-90, 2^{ème} trimestre 2017, 13 p.

Cet article analyse les évolutions des modalités de transition emploi-retraite et tout particulièrement l'articulation entre le système de retraite, la prise en charge du non-emploi, et les dispositifs relevant des branches et des entreprises.

<http://www.ires.fr/publications-de-l-ires/item/5432-introduction-les-dispositifs-de-transition-emploi-retraite-en-allemande>

The ABCs of nonfinancial defined contribution (NDC) schemes (Le b.a.-ba des régimes notionnels, non capitalisés, à cotisations définies) /HOLZMANN Robert.

In : AISS - Revue internationale de sécurité sociale, 2017-3, juillet/septembre 2017, 25 p.

Depuis le milieu des années 1990, plusieurs pays d'Europe, notamment l'Italie, la Lettonie, la Norvège, la Pologne et la Suède, ont mis en place, avec succès, des régimes de retraite notionnels à cotisations définies. Les régimes de ce type empruntent aux régimes financés par capitalisation l'établissement d'un lien entre les prestations perçues et les cotisations versées tout au long de la vie active, mais sont financés selon le principe de la répartition. Parce qu'elle constitue une approche systémique, la création de comptes notionnels fait désormais partie des pistes de réforme envisagées au même titre que les réformes paramétriques, partielles, des régimes à prestations définies traditionnels, financés par répartition. Cet article présente les régimes en comptes notionnels de manière relativement accessible. Il décrit leurs composantes de base et leurs avantages par rapport aux régimes à prestations définies par répartition, ainsi que leurs principales contraintes techniques. Il présente également des exemples de pays qui ont mis en place ces dispositifs.

Gender Gap in Pensions: Looking ahead (L'écart entre les sexes dans les régimes de retraite : pour l'avenir) /CHLON DOMINCZAK Agnieszka.

Strasbourg : Parlement européen, 2017, 44 p.

La question de l'écart entre les sexes dans les régimes de retraite a suscité une attention croissante au cours des dernières années. Alors que l'écart actuel entre les niveaux de pension des hommes et des femmes reflète les tendances passées du marché du travail et la conception des systèmes de retraite, des changements notables sont intervenus tant en ce qui concerne l'emploi des femmes que les systèmes de retraite. Le vieillissement de la population a stimulé la révision des systèmes de retraite, notamment le recul de l'âge de la retraite et l'introduction d'une correspondance plus étroite entre les gains au cours de la vie et les niveaux de pension. Ces changements influenceront la structure du futur écart de pension entre les sexes. Pour les futures évaluations, ce rapport recommande d'utiliser l'Indice prospectif de l'écart entre les sexes en matière de retraite.

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/583150/IPOL_STU\(2017\)583150_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/583150/IPOL_STU(2017)583150_EN.pdf)

**Protection sociale
Financement**

En 2016, les départements ont attribué 4,2 millions de prestations d'aide sociale /ABDOUNI Sarah/AMROUS Nadia.

In : Drees - Etudes et résultats, 1037, octobre 2017, 4 p.

Fin 2016, 4,2 millions de prestations d'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance ou au titre de l'insertion ont été attribuées par les départements. Celles-ci

ont baissé de 1,3% en un an. Les aides consacrées aux personnes âgées progressent faiblement en 2016 (+0,6%). Les personnes âgées perçoivent 1,4 million de prestations, dont 1,3 million d'allocations personnalisées d'autonomie (APA).

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/en-2016-les-departements-ont-attribue-4-2-millions-de-prestations-d-aide>

Les Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2015 : une forte hausse des dépenses générales due au pacte de responsabilité /HAGET Raphaël/MONTEL Olivia.

In : Dares - Résultats, 72, novembre 2017, 12 p.

Cette étude présente une analyse des dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail. Ces dépenses comprennent les dispositifs ciblés sur les demandeurs d'emploi et les personnes en difficulté sur le marché du travail, les dispositifs généraux destinés à réduire le coût du travail pour certains secteurs, territoires et catégories de salariés, et les dépenses sociales à la lisière des politiques de l'emploi, de type minima sociaux.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2017-072v2-2.pdf>

Protection sociale

Protection sociale complémentaire

Classement 2017 des Institutions de prévoyance / Groupes de protection sociale : des paritaires chahutées /PERRIN Gwendal.

In : L'Argus de l'assurance, 7529, 03/11/2017, 7 p.

Le monde des institutions paritaires a connu des changements au cours de ces dernières années, notamment : la généralisation de la couverture santé, la fin des clauses de désignation dans les branches professionnelles, la mise en œuvre de solvabilité II, des regroupements, auxquels se sont ajoutés un contexte de taux bas et les économies de gestions imposées en retraite complémentaire. Pour autant, l'activité des groupes de protection sociale et des institutions de prévoyance se maintient en 2016 et leurs indicateurs de solvabilité sont en amélioration générale. Cette analyse est complétée par le classement annuel des institutions de prévoyance et des groupes de protection sociale.

Protection sociale

Réforme de la protection sociale

Protection sociale : pour un nouveau modèle /BIZARD Frédéric.

Malakoff : Dunod, 2017, 344 p.

Face à l'évolution actuelle de la société et la transformation des emplois, l'auteur propose un modèle universel de protection sociale qui protège les personnes et non plus les statuts professionnels. Il établit cinq principes socles pour construire ce nouveau modèle social. Il milite pour un système de santé donnant un accès pour tous à la santé et non plus seulement aux soins, un système de retraite choisie et non plus subie, une véritable société de la deuxième chance pour les pauvres, ainsi qu'une protection sociale du travail qui protège avant tout les travailleurs et non plus seulement les emplois.

Protection sociale

En Europe et dans le monde

Chronique sur le Comité européen des droits sociaux /BRILLAT Manuela.

In : Lamy - Semaine sociale, 1790, 13/11/2017, 4 p.

Cette chronique présente et analyse des décisions les plus significatives du Comité européen des droits sociaux (CEDS) tant sur le versant de la recevabilité de la procédure que sur le versant des droits que la Charte garantit, particulièrement en matière de plafonnement des indemnités de licenciement.

Les Minima sociaux en Europe : orientations actuelles et nouveaux défis /ACKER Dominique/BARBIER Jean-Claude/FAGNANI Jeanne,...

In : Revue française des affaires sociales, 2017-3, juillet/septembre 2017, 155 p.

Si la fraction de personnes en situation de précarité est comparable dans la plupart des pays européens, les systèmes mis en place pour leur venir en aide diffèrent toutefois de façon considérable. Ainsi le nombre de minima sociaux varie de dix actuellement en France à trois en Allemagne et la durée maximale de perception de l'allocation chômage va de 36 mois en France à six mois au Royaume-Uni. Non contributifs, ces piliers de la solidarité nationale ont été mis à rude épreuve ces dernières années en raison de l'augmentation considérable du nombre de bénéficiaires suite à l'explosion du chômage. Dans ce contexte, la Revue française des affaires sociales procède à un nouveau bilan de plusieurs prestations en France, en élargissant le débat à l'examen de la situation de quelques pays voisins. Les contributeurs évaluent dans quelle mesure ces dispositifs ont amélioré – ou au contraire détérioré- leurs performances relatives à la réduction de la pauvreté.

La Crise de la protection sociale en Europe : adaptation ou refondation /CHANU Pierre-Yves/CHARLES LE BIHAN Danielle/DEL SOL Marion,...

Rennes : Presses universitaires de Rennes (Economie et société), 2015, 134 p.

Chercheurs et syndicalistes montrent dans cet ouvrage les multiples formes du « dé-tricotage du social » qui sont à l'œuvre dans l'Union européenne. L'étude est fondée sur une approche historique et juridique, une analyse de la crise économique et sociale actuelle et l'exposition des défis que doivent affronter les syndicats. Les contributions suggèrent également des pistes à suivre pour refonder une Europe sociale et démocratique.

Social Security in Poland (La sécurité sociale en Pologne) /PATEK Anna.

Varsovie : Polish Social Insurance Institution, 2016, 133 p.

Ce guide présente l'organisation et le cadre légal de la sécurité sociale en Pologne ainsi que le rôle et les missions de l'Institution Polonaise d'Assurance Sociale (ZUS), la plus importante institution publique opérant dans le champ de la sécurité sociale en Pologne. Sont notamment décrites les prestations servies par ZUS : pensions de vieillesse et autres pensions, prestations de maladie et de maternité.

Marché du travail

Evolution de la population active

En 2016, l'emploi progresse dans toutes les régions /TANDEAU DE MARSAC Guylène/VERRIEST Grégory.

In : Insee Focus, Spécial 102, 2017.

En France, l'emploi accélère de nouveau nettement entre fin 2015 et fin 2016 : + 252 000 personnes, après + 124 000 l'année précédente. Ce dynamisme provient de l'emploi salarié, en particulier dans les services aux entreprises. En revanche, l'emploi non salarié continue de reculer, excepté dans le tertiaire non marchand. En 2016, pour la première fois depuis 2006, l'emploi augmente dans toutes les régions. C'est en Occitanie et dans les Pays de la Loire qu'il est le plus dynamique.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3204273>

Marché du travail

Carrières et salaires

Salaires dans le secteur privé : en 2015, le salaire net moyen augmente de 1,1% en euros constants /BERGER Emmanuel/BONNET Odran/JULIA Eva,...

In : Insee Première, 1669, octobre 2017, 4 p.

En 2015, le salaire mensuel en équivalent temps plein (EQTP) d'une personne travaillant dans le secteur privé atteint, en moyenne, 2 250 euros nets. Il augmente de 1,1% en euros constants (après + 0,5% en 2014), dans un contexte de croissance économique modérée et d'inflation quasi nulle. Hors contrats aidés et de professionnalisation, le salaire net en EQTP des femmes est inférieur de 18,4% en moyenne à celui des hommes ; de 9,3% en tenant compte du secteur d'activité, de l'âge, de la catégorie socioprofessionnelle, de la taille de l'entreprise et de la condition d'emploi.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3135908>

Démographie

Aspects démographiques et économiques du vieillissement

Déménager à la retraite : aspirations, contraintes et parcours de vie /AOUICI Sabrina.

In : Cnav - Cadr'@ge, 35, octobre 2017, 9 p.

Cette étude s'intéresse à la mobilité résidentielle des personnes âgées et à ses conséquences. Choisi ou contraint, le changement de logement est lié à différents critères. Le croisement de données quantitatives et qualitatives permet de caractériser la trajectoire résidentielle et de livrer des éléments de compréhension sur les conséquences de la mobilité résidentielle, notamment en terme de satisfaction.

www.statistiques-recherches.cnav.fr/images/publications/cadrage/Cadrage-35.pdf

Démographie

Bilan démographique en Europe et dans le monde

Blue Zones : où vit-on le plus longtemps ?

In : Agirc/Arrco - Les cahiers de la retraite complémentaire, 29, 3^{ème} trimestre 2017, 2 p.

Un article paru dans la revue scientifique Gérontologie et société, en novembre 2016, revient sur le concept de Blue Zones, des zones où la population partage un même mode de vie et un même environnement et montre une longévité exceptionnelle, scientifiquement validée. À ce jour, quatre Blue Zones ont été identifiées dans le monde.

<http://www.cahiers.laretraitecomplementaire.com/detail/actu/blue-zones-ou-vit-on-le-plus-longtemps-284/>

Généralités

France, portrait social - Edition 2017.

Paris : Insee (Insee - Références), 2017, 277 p.

Cette nouvelle édition s'applique à analyser et décrire la catégorie de la population du milieu de l'échelle des niveaux de vie, dite « médiane », c'est-à-dire les personnes ni pauvres ni très aisées qui sont d'ordinaire délaissées par les statistiques. Ces ménages médians, qui apparaissent à la lumière de l'étude sont composés d'une part importante de familles traditionnelles et de personnes peu diplômées. Ils ont une position sur le marché du travail similaire aux plus aisés mais des professions proches des plus modestes. Enfin, ils sont fortement hétérogènes en matière de patrimoine en dépit d'un niveau de vie comparable.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3197289>